

## **La réalité de la mondialisation sur la compétitivité et l'intégration économique en Afrique: une vue d'ensemble**

### **The Reality of Globalization on Competitiveness and Economic Integration in Africa: An Overview**

**Gilles Christ Mazi Garagba**

Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal,  
gilleschrist3@yahoo.fr

**ABSTRACT:** Developing countries that strongly suffered from the globalization that transforms gradually the world into a strongly interconnected single market mainly characterize Africa. Indeed, the prosperity of a country depends simply on its productivity but also on the strategic choice of its business partners, its products and politics of export. The African countries have to exploit at best the globalization, by continuing to diversify their exchanges beyond the sector of natural resources and by strengthening the intracontinental trade. We note that the European Union remains the biggest business partner of Africa with 30 % of the exchanges followed by the antique hunting with 15 %, stressing enormously the economic dependence of Africa of its business partners. Besides, the exchanges between 54 African countries become established only in 16 %. Indeed, an African country on four depends on one or two basic products for 75 % of recipes of exports (UNCTAD, 2005). Here is an overview of the parts of the intraregional trade in the whole of the exports of goods of every region in 2015: Asia (64 %); European Union (62 %); North America (42 %), South America and power plant (17 %); Africa (16 %) (UNCTAD, 2015). This paper examines the syntheses of the eclectic literature and draw the experiences so many developing economies that developed. Indeed, in this work we advise and compare the various points of view empirical with the validity of the arguments on the globalization following a sense of seizure of opportunity, which could turn out to be beneficial in the African savings. This work is interested in the diversification of business partners and especially in the outside imbalance, which the latter can bring on the African continent. It analyzes the world economic situation, deciphers the role of the regional economic communities as well as their policies with the partner institutions and their initiatives regarding integration and proposes several tracks to help the private sector in Africa to make the most of opportunities offered by the regional value chains.

**KEYWORDS:** Globalization ; competitiveness ; integration.

**RESUME :** L'Afrique est principalement caractérisée par des pays en voie de développement qui a fortement pâti de la mondialisation qui transforme progressivement le monde en un marché unique fortement interconnecté. En effet, la prospérité d'un pays dépend simplement de sa productivité mais aussi du choix stratégique de ses partenaires commerciaux, de ses produits et politiques d'exportation. Les pays africains doivent exploiter au mieux la mondialisation, en continuant de diversifier leurs échanges au-delà du secteur des ressources naturelles et en renforçant le commerce intracontinental. On note que l'Union Européenne demeure le plus grand partenaire commercial d'Afrique avec 30 % des échanges suivi par la chine avec 15 %, ce qui accentue accentuant énormément la dépendance économique de l'Afrique de ses partenaires commerciaux. Par ailleurs, les échanges entre les 54 pays africains s'établissent seulement à 16 %. En effet, un pays africain sur quatre dépend d'un ou deux produits de base pour 75 % de recettes d'exportations (CNUCED, 2005). Voici un aperçu des parts du commerce intra régional dans l'ensemble des exportations de marchandises de chaque région en 2015 : Asie (64 %) ; Union européenne (62 %) ; Amérique du Nord (42 %), Amérique du Sud et centrale (17 %) ; Afrique (16 %) (CNUCED, 2015). Ce papier examine les synthèses de la littérature éclectique et dessinent aussi les expériences tant d'économies en voie de développement que développées. En effet

dans ce travail nous conseillons et comparons les différents points de vue empirique avec la validité des arguments sur la mondialisation suivant un sens de saisie d'opportunité qui pourrait s'avérer être bénéfique aux économies africaines. Ce travail s'intéresse à la diversification des partenaires commerciaux et surtout au déséquilibre extérieur que ces derniers peuvent apporter sur le continent africain. Il analyse la conjoncture économique mondiale, décrypte le rôle des communautés économiques régionales ainsi que leurs politiques avec les institutions partenaires et leurs initiatives en matière d'intégration et propose plusieurs pistes pour aider le secteur privé en Afrique à tirer le meilleur parti des opportunités offertes par les chaînes de valeur régionales.

**MOTS-CLEFS:** Mondialisation; compétitivité; intégration.

## Introduction

En avril 2000, lors du Sommet du Sud, le président cubain Fidel Castro a usé d'une métaphore pour décrire la réalité actuelle de la mondialisation pour l'immense majorité des personnes: « La mondialisation est une réalité objective qui souligne le fait que nous sommes tous à bord d'un même navire, la planète sur laquelle nous vivons ». Cependant, va-t-il ajouté les passagers « voyagent dans des conditions qui varient fortement ».

Selon lui, une petite minorité de gens : « Voyagent dans des cabines luxueuses, équipées de l'Internet, de téléphones cellulaires et d'un accès aux réseaux mondiaux de communication. Ils jouissent d'un régime alimentaire nourrissant, abondant et équilibré, ainsi que d'un approvisionnement en eau potable. Ils ont accès à des soins médicaux modernes et à la culture ». En revanche, précise-t-il : « L'immense et triste majorité des passagers voyagent dans des conditions proches de la terrible traite des esclaves depuis l'Afrique vers les Amériques, durant notre passé colonial ».

Il poursuit en déclarant que : « 85 % des passagers de ce navire s'entassent, impuissants, dans ses cales repoussantes de saleté, où ils connaissent la faim et la maladie. Manifestement, ce navire transporte trop d'injustice pour ne pas sombrer et il suit un trajet tellement irrationnel et dénué de sens qu'il ne peut faire escale dans aucun port ».

Et de conclure sur le ton de l'avertissement: « Ce navire semble appelé à heurter un iceberg. Si cela devait se produire, nous coulerions tous avec lui ».

Plus tard à cette mise en garde internationale, la crise 2007-2009 a révélé tous les méfaits de la globalisation et de la spéculation financière, pourtant malgré ces dénonciations rien à changer (Leblond, 2012).

Aujourd'hui, le commerce international de marchandises et de services progresse désormais moins vite que la production mondiale elle-même (OMC, 2017). Le signe manifeste d'un repli sur soi qui affecte la majorité des pays.

En effet, le processus de la globalisation en cours a produit un débat intéressant et mitigé sur les effets de la mondialisation, sur la performance et la productivité des entreprises dans les pays en voie de développement<sup>1</sup> qui n'ont pas assez de capacités de traiter les défis que la mondialisation leurs apportent (Baldwin, 1997).

Bien qu'ailleurs, la mondialisation a produit des confrontations et les occasions avec lesquelles toutes les nations doivent lutter. Il n'est pas aussi rare d'en être témoin, que les pays industrialisés et à fortes productivités inondent les endroits isolés des marchandises et des services.

En revanche, il est aussi vrai de noter que la conjoncture est entrain de tourner en faveur d'une tendance au retour d'un protectionnisme économique. Ce dernier poursuivrait l'objectif d'un protectionnisme pur et dur, patriotisme économique qui s'en suivra une meilleure répartition des richesses. Les gouvernements cherchent des remèdes face à une mondialisation

---

<sup>1</sup>L'un défend « L'Amérique d'abord », l'autre la vague « irréversible » de la mondialisation: Donald Trump et Xi Jinping ont livré vendredi au Vietnam deux visions singulièrement différentes de l'avenir des échanges commerciaux, Le monde : 11 novembre 2017.

de plus en plus contestée par des électeurs qui dénoncent les délocalisations et les libérations économiques<sup>2</sup>. De même, dans les pays en voie de développement principalement en Afrique, certains commencent à dénoncer la mondialisation qui rime à l'accès des pays aux aides au développement (Akufo-Addo, 2018)<sup>3</sup> et aux investissements directs étrangers orientés vers les exploitations des ressources naturelles et les services qui sont sujets au droit des propriétaires de capitaux à l'exportation de leurs bénéfices (Bigot, 2018). Les entreprises sont une partie importante d'activités économiques nationales surtout pour les pays en voie de développement. En effet, dans ces pays le retard des entreprises à contribuer massivement et localement à la création d'emploi, à la réduction de la pauvreté et encore mieux à travers leurs contributions essentielles à la recette fiscale, sont des sources de plusieurs fléaux sociaux tel l'exode rural et plus loin l'émigration.

Par ailleurs un secteur d'entreprise dynamique aide dans le succès des économies des pays en voie de développement en apportant des produits novateurs et de bonnes techniques à capturer le marché national. Elles sont des composantes non négligeables en matière de développement économique et de lutte contre la pauvreté (Kaufman, 2005).

Cependant, il a aussi été rapporté ou a comparé à de plus grandes sociétés, que les entreprises dans les pays en voie de développement ne sont pas ou entièrement mal équipé pour rivaliser dans ce monde globalisé (Jeune Afrique, 2017). Leurs productivités basses gênent pour faire face aux augmentations du commerce international. Suivant Garnon (2012) sous l'influence de la mondialisation, la population africaine ne produit pas assez les produits qu'elle consomme, en revanche consomme assez les produits venant d'ailleurs. Dans ce genre de situation, l'idéal que pourrait apporter le protectionnisme économique dans un premier temps aux pays en voie de développement serait la mise en évidence des entreprises locales et régionales dans une meilleure condition, leurs permettant par la suite de rivaliser au marché concurrentiel apporté par la mondialisation. Comme l'avantage comparatif a changé vers l'économie basée sur la connaissance (Aberkane, 2015). La mise en place rapide dans les pays en voie de développement des alliances stratégiques basé sur la connaissance et la formation pourraient combler le retard de développement de l'Afrique et activer la phase de la révolution numérique motrice de l'innovation<sup>4</sup>. Cette étude animée par l'intention d'évaluer la compétitivité des entreprises africaines dans l'environnement socio-économique mondial, poursuit l'objectif de découvrir les stratégies à adoptées pour des entreprises locales afin de rattrapper et s'intégrer dans cette époque de la mondialisation.

## 1. Méthodologie

La mondialisation est un phénomène intéressant puisqu'il est évident que le monde a changé vers l'augmentation de l'interdépendance économique, financière, sociale, culturelle, politique, du marché et environnementale parmi des nations.

---

<sup>2</sup>Après la victoire présidentielle de Donald Trump aux États-Unis et celle des partisans du Brexit au Royaume-Uni, nombre d'économistes ont partagé le même constat : la mondialisation a créé des inégalités frappantes dans les classes populaires dans les pays. Même le nouveau cheval de bataille de ceux qui veulent remettre en cause l'ordre impérial établi dans le sillage du consensus de Washington est une forme déguisé d'exploitation des faibles, trimerait une armée de malheureux avec laquelle nos salariés ont été brutalement mis en concurrence. Bref, la mondialisation relèverait d'un gigantesque dumping social et environnemental. Et pour le corriger, il suffirait de rétablir des tarifs douaniers aux frontières des pays.

<sup>3</sup> « Nous ne pouvons pas sortir de la pauvreté et atteindre les Objectifs de développement durable grâce à la charité et à la bienveillance des autres. Si nous voulons réussir à faire bouger l'Afrique eu égard à l'aide, cela ne peut se résumer à un simple slogan ».

<sup>4</sup> Reconnu comme un véritable pionnier du commerce mobile sur le continent africain, le Kenya vient de franchir un important cap. Les transactions trimestrielles du pays ont pour la première fois, franchi la barre des 1.000 milliards de shilling, a-t-on appris de *Communications authority of Kenya*. La tribune d'Afrique : 15/04/2018.

Étant donné ces changements, la mondialisation provoque un monde sans frontière (Éden et Lenway, 2001). Elle conduit les gens à changer leurs façons de vie, incitent des sociétés à changer leurs façons de conduire l'affaire et incitent des nations à établir des nouvelles politiques nationales. Les changements de l'environnement évoqué par le processus de mondialisation incluent: compétition croissante dans les marchés mondiaux ; provision plus grande pour des marchandises de grande qualité par rapport à la demande ; innovations accrues dans le processus de production; les changements de la production industrielle des produits matériels et de l'économie d'énergie sont utilisés; signification croissante de marketing et gestion stratégique; les espérances croissantes de clients autant que de nouveaux produits et des services sont concernés. La mondialisation de l'économie est causée, entre autres par les facteurs suivants : technologiques (des ordinateurs, Internet, des téléphones portables, la télécommunication satellite, le transport, parmi d'autres); économiques (le développement de sociétés transnationales, des économies nationales ont ouvert leurs marchés à l'afflux de marchandises et le capital étranger, le développement de Bourses, parmi d'autres) ; Politiques (l'expansion de sociétés internationales, la démocratisation et créant des marchés libres dans les économies dans beaucoup de pays pauvres ; sous-développés, parmi d'autres).

En général, la plupart des études recommandent aux économies africaines des stratégies politiques favorables à la mondialisation parce qu'elle est d'un grand bénéfice en termes de création d'emploi et des externalités techniques. La position des économies africaines dans le commerce global est durement débattue par les différents auteurs. Suivant le passionnant article de Brush (2008) qui part d'une plainte que le sous-développement de l'Afrique a été conçu et est effectué par des puissances occidentales à travers les politiciens locaux subalternes aux soumissions optimistes. Bhaywati (2004) que la mondialisation n'est pas nécessairement bonne, ni mauvaise ; mais au meilleur nous reconnaissons que l'Afrique était toujours le centre des discours. Particulièrement, Brush (2008) l'évolution des questions qui ont été pertinemment vues suivant une perspective d'un africain conservateur en soutenant que la mondialisation a un sens contraint les avantages d'indépendances politique et économiques dans le continent<sup>5</sup> est bien une sorte de point de vue qui est hautement célébré partout par les panafricanistes. Le point de vue suprême sur le rôle de la mondialisation sur les économies africaines est probablement non résolu depuis longtemps, en partie parce que les études continues mais n'affirment pas ou réfutent l'autre, ou parce que la plupart des points de vues sensationnelles sont simplement basés sur des affiliations idéologiques. Ibrahim (2013) d'écrit les vices de la mondialisation sur des économies africaines incluant des leaders dictatoriaux des conflits sociaux et des rapports tendus internationaux comme la guerre froide, que les résultats empêchent plus loin pleinement l'appropriation d'échelle des avantages de la mondialisation. Allons dans le même sens que Ayayi (2003) soutient que la condition présente des économies africaines est le résultat de leurs propres isolements vis-à-vis des marchés mondiaux aux contrôles du marché et des régions de politiques importunes. Ce dernier met en vue une réclamation plus emphatique d'économie africaines pour considérer l'entrée appropriée aux marchés mondiaux. La plupart des pays africains profiteraient plus de la mondialisation s'ils ont profité des occasions qui sont disponibles dans des chaînes de valeur mondiales (Sila et al, 2015). À la lumière de la recherche récente l'accent allume la mondialisation et il y a des avantages évidents dans la création d'emplois, la génération de bénéfice des sociétés, la croissance technologique et la génération de revenus de l'État. Nous n'en pouvons pas minimiser le fait que l'Afrique est debout pour gagner beaucoup si elle profite du cadre de la chaîne de valeurs mondiales.

---

<sup>5</sup> Brush (2008) soutient que la mondialisation a été utilisée comme un outil aux réservoirs de ressources africaines pour les puissances occidentales à volonté. Il ajoute qu'il s'en suit que les régions que nous trouvons le plus mondialisé sont ceux dotés de ressources naturelles précieuses comme le pétrole et des minéraux etc.

Ce papier examine les synthèses de la littérature éclectique et dessinent aussi les expériences tant d'économies en voie de développement que développées. En effet dans ce travail nous conseillons et comparons les différents points de vue empirique avec la validité des arguments sur la mondialisation suivant un sens de saisie d'opportunité qui pourrait s'avérer être bénéfique aux économies africaines.

### **1.1. La baisse des barrières commerciales et d'investissement**

Après la Grande Dépression et la Seconde guerre mondiale, les pays développés ont opté d'enlever des barrières à l'investissement direct commercial et étranger international. Ceci a abouti à l'Accord Général sur des Tarifs (des Droits de douane) et le Commerce (le GATT).

Après un certain nombre de rounds de négociations entre des pays, le GATT a été prolongé pour couvrir des services, des droits de propriété intellectuelle et finalement l'Organisation Mondiale du Commerce (l'OMC) a été établie en Uruguay en 1994. L'OMC est un organisme permanent qui est responsable de l'établissement et la nouvelle règle de retranchement du commerce mondial basé sur la règle du système négociant. L'adhésion des pays à l'OMC<sup>6</sup> est actuellement 164 pays membres et des observateurs au lieu de 23 initiaux. Les observateurs peuvent être des États en cours d'adhésion ou des organisations internationales comme le FMI et la Banque mondiale (Van Grastek, 2013). Ces développements ont contribué à l'élimination des barrières de frontière et des restrictions des flux capitaux qui ont stimulé la croissance de commerce mondial. Ceux-ci ont à son tour facilite la mondialisation de marchés et la production. Partout dans l'histoire et de toutes les manières, le progrès technique a été l'élément déclencheur qui a aidé le commerce d'avancés en incluant des modes de transport différents et leurs couts tombants<sup>7</sup>.

Toutefois, il y a eu un changement dans l'idéologie politique des pays à la fin des années 1980, partant de la chute du communisme à un monde plus démocratique (Sila et al, 2015). On note que les politiques plus libres du marché sont faites ce qui est à son tour favorable à la mondialisation. Les petites économies comme en Afrique subsaharienne ont manifestement le plus intérêt à maintenir un cadre réglementaire multilatéral pour les relations économiques. Les grandes puissances disposent de pouvoir économique et politique pour obtenir ce qu'elles désirent. L'OMC est le seul instrument en mesure de protéger David contre Goliath. Pour les membres africains, au vu de la diversité d'économies relativement plus faibles qui les composent, il est donc primordial de soutenir un cadre commercial multilatéral fort. Ceci veut dire également que l'Afrique a l'obligation spéciale de garantir la survie de ce cadre.

#### **1.1.1. La convergence de stratégie d'industrialisation orientant l'exportation**

Les économistes classiques ont perçu le commerce comme un moteur de croissance.

En revanche, avant les années 1950, le commerce n'avait pas les effets propulsifs attendus à cause des imperfections dans le commerce international.

---

<sup>6</sup>Les 11 pays suivants ne sont ni candidats, ni observateurs : Corée du Nord, Érythrée, Kiribati, Îles Marshall, Les États fédérés de Micronésie, Nauru, Palaos, Soudan du Sud, Turkménistan, Tuvalu, Monaco.

<sup>7</sup>Par exemple, le développement de conteneurisation dans l'industrie d'expédition a fait le transport de marchandises plus faciles et moins chères. Le voyage en jet a permis le mouvement rapide et répandu des personnes et des marchandises à travers des frontières nationales. De plus, les microprocesseurs sont les composants sous-jacents qui ont alimenté l'avancement dans des communications mondiales. Ceux-ci incluent la fibre satellite, optique et des communications sans fil aussi bien que la révolution de calcul qui a porté Internet, le World Wide Web et a fourni les possibilités de commerce électronique. Avec les coûts de communication de plus en plus moins importante, il est maintenant beaucoup plus facile de contacter les personnes dans n'importe quelle zone du monde. Des avancées technologiques ont non seulement aide le mouvement de marchandises, mais aussi celui de capital. Les épargnants et des investisseurs dans des pays pauvres ne seront plus limités à leurs marchés intérieurs de retour bas et investiront ainsi aux marchés étrangers d'où, faisant baisser les risques de leurs portefeuilles d'actions.

Par conséquent, beaucoup de nations ont adopté une stratégie de substitution d'importation dans une offre de réduire leurs dépendances d'importation (Hirschman, 1968). La stratégie de substitution d'importation a impliqué un haut niveau de protection, via des tarifs (des droits de douane), des mesures de restriction d'importation et des parts. Aussi, le gouvernement a utilisé la licence d'investissement, des impôts différentiels, le congé fiscal, des exemptions et des remises pour influencer l'allocation de ressource. D'où, la demande intérieure est montée, on a fourni l'emploi et la capacité productive à long terme de l'économie renforcée.

Cependant, le consensus écrasant est cette substitution d'importation qui était un échec (Schmitz, 1984). La stratégie s'est révélée être funeste aboutissant aux augmentations énormes de l'importation d'équipement, la ponction sévère sur le change, la haute technologie inadaptée aux pays les moins avancés.

En conséquence, à la fin des années 60 le rôle d'exportations est devenu prédominant. L'exportation a orienté la stratégie qui encourage non seulement le libre-échange, mais libère aussi le mouvement de capital, la main-d'œuvre, des entreprises suivant un système ouvert de communication. Il a aussi entraîné l'affectation des ressources plus efficace avec des sociétés rivalisant internationalement. Il est important de rappeler, que dans un marché où la croissance démographique et celle du pouvoir d'achat sont plutôt faibles, l'accroissement même des ventes et des profits de l'entreprise est peu possible sans l'apport de ses activités à l'exportation.

Autrement, il faudra se contenter des résultats actuels, et surtout, s'exposer à perdre des clients qui se laisseront séduire par les produits ou les services provenant des concurrents étrangers qui viendront éventuellement plus tôt que plus tard s'installer sur nos marchés domestiques. Trois raisons principales obligent les entreprises, essentiellement les manufacturières, à développer des marchés à l'exportation.

La première, c'est le meilleur moyen pour elles de s'assurer une croissance des ventes et des profits.

La deuxième, c'est aussi l'unique façon d'atteindre des niveaux d'économies d'échelle qui permettent de réduire les coûts unitaires de fabrication, condition essentielle pour réussir à résister aux produits équivalents importés et offerts à des prix moins élevés.

Troisièmement, pour permettre à l'entreprise de générer assez de revenus et de profits pour investir dans l'amélioration de ses produits existants, afin de concevoir des produits nouveaux et d'innover quant à sa production.

Puisque l'objectif premier de toute entreprise réside dans le fait de fidéliser ses clients actuels, et de fournir de bonnes raisons à des prospects de la choisir de préférence à n'importe laquelle autre, il lui faut établir sa capacité à offrir les meilleurs produits ou services possible, aux prix les plus compétitifs. Toute incapacité à demeurer concurrentielle tant en matière de prix qu'en ce qui a trait aux caractéristiques des produits met l'avenir de l'entreprise en danger. L'internalisation des marchés est un rouleau compresseur qui ne laisse, à toutes fins utiles, aucune perspective d'avenir aux entreprises qui « rêvent » du statu quo, ni à celles qui se contentent d'empocher les dividendes au fur et à mesure, sans trop réfléchir à se projeter dans le futur.

### *1.1.2 L'apparition de blocs commerciaux régionaux*

En raison de la mondialisation, des accords multilatéraux et bilatéraux accélèrent parmi des pays. Le processus d'intégration économique est quand un groupe de nations dans la même région se joint ensemble pour former une union économique ou un bloc commercial régional en levant une barrière douanière commune contre des non-pays-membres en libérant le commerce interne parmi des membres. Le processus d'intégration et la nature changeante de flux commerciaux et capitaux régionaux constitue de nouveaux défis aux entreprises prometteuses. Ceci est vu comme une initiative de libéralisation partielle et est le premier pas

vers la libéralisation complète qui est proposée par l'OMC. Il est vrai de noter que l'intégration régionale a pris de la vitesse ces dernières années conduites en partie par des tendances mondiales et agit comme une stratégie de survie économique de combattre la marginalisation de l'économie mondiale. En outre, la mondialisation est un processus par lequel les économies du monde deviennent l'interligne de plus en plus intégré à une économie mondiale avec l'élaboration des politiques économique mondiale, par des agences internationales comme l'OMC. L'intégration régionale est un moyen à la réalisation de la croissance économique supérieure et la réduction de la pauvreté en étendant le commerce et l'investissement, améliorant l'infrastructure régionale et la connectivité, promouvant la stabilité macro-économique et prolongeant l'intégration financière. L'illustration suivante reflète les niveaux différents d'engagement pris par des pays membres pour réduire/éliminer des barrières au commerce international aussi bien que des paiements de facilitation et la mobilité de facteur dans leur bloc économique approprié. Ci-dessous, une vue d'ensemble des groupements régionaux en Afrique.

Les accords d'intégration régionale ont une longue histoire en Afrique. Elle remonte aux unions douanières de 1900 entre le Kenya (alors appelé Protectorat d'Afrique de l'Est) et l'Ouganda.

Le processus d'intégration régional en Afrique a ses racines dans le Charter de l'Organisation de l'unité africaine qui est entrée en vigueur en 1963, cela a plus tard traduit en Traité d'Abuja qui a été signé en 1991 et entré en vigueur en 1994.

Spécifiquement pour les pays africains, la plus grande participation dans des blocs régionaux fournit une occasion solide de diversifier et retrancher des marchés pour les exportations de biens et services. Les blocs commerciaux sont les associations intergouvernementales qui gèrent et promeuvent des activités commerciales pour les régions spécifiques du monde.

De nos jours, il existe en gros deux types de groupements régionaux en Afrique, à savoir, ceux parrainés par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et ceux découlant d'autres initiatives. La CEA a été le promoteur de trois accords sous régionaux : la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), et la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC).

À l'échelon panafricain, le traité établissant la Communauté économique africaine adopté à Abuja en 1991 peut être considéré comme le point d'orgue des déclarations faites auparavant par les chefs d'État et de gouvernement africains et leurs ministres (à l'instar de la Déclaration de Kinshasa de 1976, du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos de 1980) à propos de leur volonté de créer une communauté économique englobant toute l'Afrique.

Lors du 37<sup>ème</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernement de Lusaka, Zambie (juillet 2001), l'Organisation de l'unité africaine (OUA) est officiellement devenue l'Union africaine (UA), 50 des 53 États membres de l'OUA ayant ratifié le traité établissant l'UA. Le nouveau secrétaire général de l'UA s'est vu investi de la responsabilité d'assurer la transition en un an.

En Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a vu le jour en 1975 et avait pour objectif de devenir à terme une union douanière, puis un marché commun, à mesure que progressait l'intégration des États de la sous-région. Elle se compose de 15 États membres, dont 10 font partie d'autres groupements sous régionaux.

Autre sous-région, l'Afrique orientale et australe a également connu de nombreuses initiatives en vue d'instaurer des instances transfrontalières, de manière à accroître le commerce, l'investissement et les échanges entre les pays qui collaborent. Cette sous-région est désormais la deuxième par le nombre d'organisation intergouvernementale, après l'Afrique de l'Ouest.

La Zone d'échange préférentiel pour l'Afrique orientale et australe (PTA) a été établie en 1978 et a servi de fondement à la création du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA), en novembre 1993. Le COMESA comprend aujourd'hui 21 pays, après le retrait, l'an dernier, de la République-Unie de Tanzanie. La PTA s'était engagée dans cinq grands domaines de coopération, à savoir: coopération monétaire, fiscale et financière; développement du commerce et douanes; transports et communications ; industrie, énergie et environnement; et développement de l'agriculture. Le traité du COMESA en appelle à l'instauration d'une union douanière par le biais d'une suppression de toutes les barrières commerciales et de la mise en place de règles d'origine et d'un tarif douanier extérieur communs. Ce traité prévoit la coordination des politiques macroéconomiques à mesure que les pays progresseront vers une libre circulation des services et des capitaux, ainsi que vers la convertibilité de leurs monnaies.

Contrairement à la PTA, le COMESA met désormais l'accent sur un engagement en faveur d'une redistribution des avantages de l'intégration, au moyen de programmes régionaux spéciaux visant à promouvoir le développement des pays les moins développés de la région et à parvenir à un développement équilibré au sein du marché commun. Des domaines spécifiques de coopération ont été recensés, comme la libéralisation des échanges et la coopération douanière; les transports et les communications; l'industrie et l'énergie; les affaires monétaires et financières; l'agriculture; et le développement économique et social. Au sein de la même sous-région, on retrouve aussi la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). La SADC (qui rassemble 10 des États membres du COMESA) a succédé à la Conférence de coordination du développement d'Afrique australe, une organisation dont l'objectif principal était de réduire la dépendance de la sous-région par rapport à l'Afrique du Sud pendant le régime d'apartheid. La SADC cherche à mieux coordonner les tarifs douaniers extérieurs et à promouvoir la libre circulation du capital et des travailleurs. Elle souhaite de surcroît mettre sur pied des autorités régionales chargées des infrastructures et une banque de développement. La SACU n'a été instaurée sous sa forme actuelle qu'en 1969, mais elle découle directement de l'accord conclu en 1910 entre l'Afrique du Sud et à l'époque, trois protectorats britanniques: le Basutoland (aujourd'hui le Lesotho), le Bechuanaland (aujourd'hui le Botswana) et le Swaziland (aujourd'hui « eSwatini »).

La région d'Afrique de l'Est n'a guère fait preuve d'activités dans la période qui a suivi la dissolution de la Communauté d'Afrique de l'Est, en 1977. Le 22 novembre 1991, les présidents des trois pays d'Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda et République-Unie de Tanzanie) se sont rencontrés à Nairobi et ont convenu de réactiver et d'accentuer la coopération entre leurs trois pays. En novembre 1993, lors du deuxième sommet tripartite sur la coopération en Afrique de l'Est, tenu à Kampala, un protocole a été signé en vue d'établir le secrétariat de la Commission tripartite permanente pour la coopération en Afrique de l'Est, à Arusha, en Tanzanie. La Commission est devenue la Communauté d'Afrique de l'Est, depuis la signature du traité établissant cette dernière en 2000.

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), rassemblant l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, le Soudan, la République-Unie de Tanzanie et l'Ouganda, est une autre OIG. Le 18 avril 1995, Les chefs d'État et de gouvernement réunis dans le cadre d'un sommet extraordinaire de l'IGAD ont décidé de lancer une nouvelle initiative impliquant la revitalisation et la restructuration de l'IGAD en tant qu'instrument pour une coopération accrue et une intégration économique sous régionale entre les États membres de l'organisation.

Les autres groupements de la même sous-région sont l'Organisation pour l'aménagement et le développement du bassin de la rivière Kagera (OBK), et la commission de l'océan Indien



(COI) qui réunit Maurice, Madagascar, les Comores et les Seychelles, et vient d'établir son secrétariat à Quatre Bornes, Maurice.

Par ailleurs, une initiative a vu le jour au début de 1995 en vue de tenter d'instaurer une plateforme de coopération régionale pour l'ensemble du bassin indien. L'Australie, l'Inde, le Kenya, Maurice, Oman, Singapour et l'Afrique du Sud ont participé à une réunion jetant les fondements d'une coopération future dans la région, ce qui a abouti à la mise sur pied de l'Initiative du bassin de l'océan Indien (IORI). Des domaines de coopération ont été recensés, parmi lesquels figurent la facilitation des échanges, la promotion du commerce et de l'investissement, la coopération dans les domaines des sciences et des technologies, ainsi que le développement des ressources humaines.

En Afrique du Nord, l'Union du Maghreb arabe (UMA), composée de l'Algérie, de la Jamahiriya arabe libyenne, de la Mauritanie, du Maroc et de la Tunisie, est l'un des plus anciens organismes de coopération sous régionale d'Afrique. Un marché commun et une union douanière du Maghreb devaient entrer en vigueur dès 1995. Les progrès ont été plutôt lents et plusieurs barrières tarifaires et non tarifaires s'opposent toujours au commerce. Ainsi, on constate des divergences sur le plan des modèles économiques et l'absence de coordination des décisions politiques<sup>8</sup>.

Le commerce sous régional entre les États d'Afrique centrale reste réduit au strict minimum. Le traité établissant l'Union douanière des États de l'Afrique centrale (UDEAC) a été signé en 1964 qui est devenu par la suite CEMAC en 1998. La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), dont le siège est à Libreville, et la CEMAC ont toutes deux entamé, de manière distincte, une coopération dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, de l'industrie, des transports et des communications.

Le troisième groupement économique : la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) qui rassemble le Rwanda, le Burundi et la République démocratique du Congo, ne déploie aucune activité.

En conséquence, la mondialisation mène à s'écroulé de barrières commerciales et réglementaires entre des pays régionaux tenant ainsi compte de la libre circulation des personnes, des marchandises et des services à travers la région, créant un marché unique efficace. On s'attend à ce que ceci favorise la concurrence et l'investissement, contribuant ainsi à l'allègement de pauvreté par la création de richesse.

Cependant, il semble y avoir un compromis que le succès de tous les pays dans la réalisation de leurs objectifs a été moins que satisfaisant. Lyakurwa (1997) soutiennent que le manque d'un engagement politique fort et soutenu et d'une instabilité macro-économique parmi d'autres a empêché le progrès d'intégration économique en Afrique. Les théories traditionnelles de commerce, qui assument que des retours constants pèsent, fournissent un aperçu pratique limité aux questions de politique d'intégration régionales, plus particulièrement dans des pays en voie de développement comme en Afrique. « La géographie économique » le modèle essaye d'expliquer les déterminants de la concentration régionale d'activité économique (Krugman, 1991).

Cependant, ce modèle reste encore à être testé et exploré. Autrement dit, il est impliqué que réduisant des coûts commerciaux ajoutera à l'efficacité de production (Lyakurwa, 1997). Quelques pays, particulièrement en voie de développement ont peur que le peu d'industries qu'ils ont puissent migrer aux voisins relativement plus avancés est une autre raison à l'échec de blocs régionaux africains. Tandis que l'on voit l'infrastructure comme un obstacle pour le commerce d'intra-Afrique, il représente aussi des gains clairs pour tous les pays impliqués en coopération régionale. Le modèle populaire qui a eu l'habitude d'évaluer

---

<sup>8</sup>Comme ce fut le cas, par exemple, lors de la guerre du Golfe. Les pays de la sous-région importent leur pétrole des Émirats arabes unis, plutôt qu'en Algérie ou de la Jamahiriya arabe libyenne qui produisent environ les trois quarts des besoins en pétrole de la région.

des questions d'intégration régionales est le modèle de gravité, comme postulé par (Frankel et al, 1994). Le succès ou l'échec d'initiative d'intégration régionale doivent être évalués dans le contexte des objectifs qu'il met pour réaliser. En outre, ceci suggère que les gouvernements aient échoué à mettre en œuvre les traités qu'ils ont signés. D'autres problèmes gênant la performance de blocs régionaux chevauchent des adhésions et la participation de secteur privé faible. Levitt (1983) mis en évidence que pour opérer sur le marché international, les entreprises doivent être bien préparées pour ignorer les différences régionales et nationales superficielles qui existent. Beaucoup d'entreprises doivent renforcer leur ressource par l'externalisation de compétence. C'est parce que le personnel interne des entreprises manque de l'expertise spéciale nécessaire pour avoir de bons résultats au marché mondial.

### *1.1.3. Les coûts et les avantages de la mondialisation*

La mondialisation mène à l'unification de la façon que le monde est perçu. Il commence à être perçu comme une unité homogène où les éléments de l'économie et la culture commune de consommation sont strictement liés ensemble (Hutten, 2006). Sur le côté positif, la mondialisation permet aux sociétés d'externaliser et trouver des clients dans le monde entier. La mondialisation de production et des opérations bénéficie de sociétés par la réalisation d'économies d'échelle et à portée (Singh, 2002). L'accès au marché mondial peut offrir une foule d'occasions d'affaires comme des marchés de niche, les façons d'étendre des risques, de baisser les coûts de recherche et développement, améliorant l'accès à la finance et parmi d'autres. Il établit en outre un réseau de fournisseurs internationaux pour servir des clients intérieurs. Des occasions mondiales du marché se réfèrent à l'augmentation du potentiel du marché, le potentiel commercial et d'investissement et l'accessibilité de ressource (Levitt, 1983). Les menaces mondiales du marché se réfèrent aux augmentations du numéro et du niveau de concurrence et le niveau d'incertitude. La mondialisation est aussi comprise comme un processus multidimensionnel complexe d'approfondir la division de travail internationale, augmentant le chiffre d'affaires dans le commerce international, intensifiant les flux de capital, les gens, des technologies et des marchandises, pénétrant des cultures et des dépendances croissantes parmi des pays. De plus, la mondialisation a aussi rejeté des défis cultivant l'inégalité à travers et dans des nations, la volatilité dans des marchés financiers et des dégradations environnementales. Il y a aussi la croissance de chômage et de perte de la souveraineté. En prenant en compte les menaces résultant de la mondialisation, le concept de « la gouvernance mondiale » semble devenir plus important. Douthwaite (1992) a déclaré que la mondialisation a mené à la croissance des multinationales énormes qui ont remplacé beaucoup de petites et moyennes entreprises qui ont créé les emplois les plus économiques. Depuis que les entreprises multinationales ont la capacité et les fonds nécessaires pour investir à l'étranger. Elles entrent dans de nouveaux marchés et sont capable de se protéger contre des risques, ou il a été assumé que les entreprises seraient leurs mises dans l'affaire. Cependant, cet aspect a été défié par lequel les entreprises rivalisent maintenant avec des divers concurrents internationaux. Les entreprises multinationales avec d'autres entreprises innovent et forment des partenariats stratégiques / des alliances dans le marché international.

### *1.1.4. Les pays sous l'effet de la mondialisation*

Il est clair que la mondialisation est un phénomène important qui ne peut pas être simplement ignoré, parce qu'il affecte chaque nation indépendamment de la taille, le poids ou le niveau de développement économique. Quelques pays développés fournissent des subventions et limitent le commerce pour que leurs sociétés puissent être compétitives aux marchés

mondiaux tandis que les entreprises dans des pays en voie de développement sont moins compétitives en rivalisant avec les puissantes entreprises multinationales<sup>9</sup>.

Les pays industrialisés s'impliquent plus loin dans le processus de la mondialisation en prenant des étapes pour maximiser ses avantages et faciliter les rajustements de ses demandes. La mondialisation a aidé l'internationalisation des entreprises par l'intensification d'afflux des investissements directs étrangers et des activités des entreprises multinationales. Les sociétés ont été soutenues par des politiques gouvernementales pour surmonter des imperfections du marché.

Actuellement, bien que dans beaucoup de pays en voie de développement en Afrique aient sauté les pas en avant dans la prise d'initiatives et la mise en œuvre de stratégies d'attirer les investissements directs étrangers, en revanche pour la plupart leurs capitaux humains, institutionnels et industriels sont toujours inadéquats pour satisfaire les demandes du marché national, régional et mondial.

## **2. Résultats**

La plupart des pays en Afrique se trouve encore dans une situation où ils essayent de gagner en avantage compétitifs afin de pouvoir supporter la mondialisation. Cette dernière a augmenté l'interdépendance d'économies nationales diverses. Elle a aussi causé la disparition de frontières entre des marchés intérieurs et internationaux. Les frontières deviennent moins pertinentes comme les affaires augmentent leurs profits à l'étranger.

Bien que la mondialisation donne une contribution positive aux entreprises des pays en voie de développement. Elle amène l'innovation, le mouvement de libre marché comme il y a moins de barrières commerciales dans les régions, l'arrivée constante d'une nouvelle gamme de produits, le partage de nouvelle connaissance et la libéralisation plus grande de nouvelles économies. Elle crée aussi des informations sans précédent et la production de technologie de la communication.

Cependant, le développement nécessite l'organisation d'activités sociales et économiques à une échelle bien plus vaste que celle que l'on retrouve actuellement dans les différents pays d'Afrique.

En effet, la plupart d'entre eux sont relativement petits, non seulement du point de vue démographique, mais également des résultats économiques.

Cette situation a donné naissance à des efforts visant à promouvoir l'intégration régionale et sous régionale en tant que stratégie majeure pour promouvoir le commerce régional et accélérer le développement et les transformations structurelles. Malgré les résultats très modestes obtenus jusqu'à présent, cette stratégie reste l'un des principaux instruments pour permettre au continent de surmonter ses problèmes de fragmentation économique, de promouvoir la diversification économique et l'établissement de liens mutuellement bénéfiques entre unités de production dans différents pays.

Il ne fait aucun doute que le premier argument en faveur de l'intégration régionale est celui de l'efficacité: lorsque des producteurs et des pays se spécialisent dans des marchandises qu'ils peuvent produire à moindre frais, l'ensemble de la région en profite.

Deuxièmement, des économies d'échelle souvent impossibles à réaliser sur le marché domestique peuvent l'être sur un marché régional plus vaste.

---

<sup>9</sup> Tel est l'accord de partenariat économique (APE) qui se trouve être un accord commercial qui vise à développer le libre-échange entre l'Union européenne et les pays dits ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). En général cet accord commercial est décrié et se trouve déloyal pour les pays africains qui sont dans l'impossibilité à cause de leurs tailles, poids, l'absence du capital et notamment des subventions pour concurrencer les économies européennes.

Troisièmement, l'intégration régionale peut apporter, dans un premier temps, l'expérience et les avantages d'une concurrence entre producteurs dans un environnement plus sûr que celui du marché mondial.

### 3. Analyse et discussion

Commençons l'analyse par le défi de la définition de la mondialisation. Qu'est-ce que la mondialisation ? Elle consiste en processus qui mènent vers l'interdépendance mondiale et la rapidité croissante d'échange à travers des distances énormes. La mondialisation de mot est lui-même tout à fait nouvelle, mais les processus réels vers l'interdépendance mondiale et l'échange a commencé il y a des siècles. La mondialisation de mot est tout à fait nouvelle, mais les processus réels vers l'interdépendance mondiale et l'échange a commencé il y a des siècles.

En effet, certaines forces qui ont été les moteurs majeurs du phénomène de la mondialisation à travers le temps : religion, technologie, économie et empire. On note que les forces qui transforment le marché mondial et créent la nouvelle interdépendance économique à travers des distances énormes. L'Afrique est affectée, mais pas au centre.

Les forces qui éclatent dans l'autoroute de l'information étendant l'accès aux données et mobilisant l'ordinateur et Internet dans le service mondial. Cette tendance marginalise l'Afrique. Toutes les forces qui transforment le monde en un village mondial compressant la distance, homogénéisant la culture, accélérant la mobilité et réduisant la pertinence de frontières politiques. Conformément à cette définition complète, mondialisation est « villagisation » graduel du monde. Ces forces ont été au travail en Afrique longtemps avant le commerce des esclaves transatlantique. La mise en œuvre des réformes de la mondialisation en Afrique a été irrégulière et les politiques instaurées ont été globalement inadaptées.

Excepté à l'île Maurice, il n'a pas été proposé de compensation systématique, preuve de l'insuffisance des capacités et de la politisation du processus, et on peut dire que la mondialisation n'a pas du tout réussi à produire une croissance viable favorable aux pauvres.

Certains pays ont libéralisé rapidement et massivement leurs échanges (Ghana et Zambie), d'autres ont procédé de façon régulière mais plus progressive (île Maurice et Ouganda), d'autres encore ont échoué, jusqu'à il y a peu, dans leurs projets de libéralisation et sont souvent revenus sur leurs politiques (Kenya, Nigeria et Sénégal). On peut donc penser qu'il est possible de libéraliser et de réduire la pauvreté et les inégalités (Ghana et Ouganda), mais qu'il est plus viable de mettre l'accent sur les compensations (île Maurice). Les écarts constatés entre les pays tiennent surtout aux différences politiques et institutionnelles, aux capacités de l'État et à des facteurs externes. La crise économique et les changements politiques ont permis à des gouvernements non démocratiques de libéraliser à court terme (Ghana et Ouganda), mais la crise n'a été une condition ni nécessaire (île Maurice) ni suffisante pour la libération. Il est certain qu'elle a protégé les régimes et leur a donné une marge de manœuvre, mais à long terme, un système politique responsable et à portée aux coalitions (comme à l'île Maurice) semble faciliter l'équilibrage des coûts et des bénéfices de la mondialisation et s'avère plus durable que les réformes issues des crises. La capacité étatique permet l'élaboration et la mise en œuvre indépendante de politique complémentaires et, avec les dirigeants, elle détermine l'habileté avec laquelle un régime peut négocier et bâtir un consensus autour d'une réponse à la mondialisation.

L'île Maurice a intégré la mondialisation avec succès en trouvant le juste équilibre entre l'incitation à l'efficacité par la concurrence et le renforcement des capacités de l'État et des acteurs économiques à participer à la mondialisation. Cet exemple montre que les politiques de stimulation de l'offre en matière de crédit, d'infrastructure, de développement des compétences et de soutien technologique sont indispensables pour affronter la concurrence

mondiale. Des programmes compensatoires simples et bien conçus sont tout aussi importants et permettent au gouvernement de gagner le respect en honorant le contrat social. Les politiques de l'offre et les mesures compensatoires apportent une forme de reconnaissance et d'autonomie aux perdants, affaiblissant ainsi la résistance aux réformes. L'île Maurice témoigne des bénéfices de la responsabilité électorale qui impose la constitution d'une coalition et encourage les dirigeants à veiller à une croissance équitable et générale. Celle-ci favorise le soutien aux réformes et crée ainsi un cercle vertueux.

Le Ghana et l'Ouganda ont montré que, si les régimes non démocratiques peuvent libéraliser avec succès, l'adoption de la démocratie multipartite ou les pressions en faveur de celle-ci peuvent faire avorter la libéralisation ou la détourner de ses objectifs. Le manque de responsabilité et d'ouverture peut aussi compliquer la formation de coalitions favorable, à la libéralisation, même parmi les gagnants. Les exemples du Ghana, de l'Ouganda et de la Zambie témoignent du caractère déterminant des ruptures claires avec le passé pour la pérennité des réformes. Les groupes d'intérêts ont moins d'influence sur la trajectoire et sur le rythme de la libéralisation, et le retournement des politiques est rare. Lorsque les régimes politiques s'inscrivent dans la continuité malgré le changement de gouvernants, les groupes d'intérêts ont plus de poids pour dicter le processus de libéralisation. Le Ghana et l'Ouganda montrent aussi que le soutien à l'agriculture détermine le caractère favorable ou non de la mondialisation pour les pauvres.

Le Nigeria, la Zambie et d'autres pays riches en minerais confirment que la répartition asymétrique des actifs donne lieu à une distribution inégale du pouvoir politique, ce qui conduit à des politiques médiocres et à des réformes peu durables.

Et enfin, le Rwanda a démontré que le leadership, la rigueur et la discipline dans la gestion de la fortune publique et des ressources humaines du pays, peuvent être des moteurs de développement national et d'ouverture organisée avec le reste du monde<sup>10</sup>.

En effet, il est peu probable que la mondialisation permette le développement de la majeure partie de l'Afrique, et ce, pour les raisons suivantes: la faiblesse des ressources et des revenus d'Afrique. Les cours mondiaux et la demande pour les cultures commerciales africaines (les principales sources de devises) ont chuté depuis les années soixante. Du reste, la concurrence d'agricultures capitalistes intensives en Asie et en Amérique latine est encore venue aggraver le sort des fermiers africains. Les pays d'Afrique à revenus moyens tirent avant tout leurs richesses des exportations minérales, qui ont tendance à profiter en premier lieu aux entreprises transnationales et aux pays développés qui transforment ces matières premières en biens de consommation. L'ironie veut qu'ils revendent ensuite ces produits aux pays en développement, en réalisant des bénéfices plantureux. La majorité des africains vivent dans des zones rurales où le cycle économique dépend de conditions météorologiques imprévisibles. L'augmentation de la population, qui va de pair avec des possibilités d'emploi très réduites, entraîne une croissance rapide de la main-d'œuvre dépourvue de terre, qui survit en marge de l'économie. Cette tendance nourrit également l'exode rural vers les mégapoles et plus loin aux flux migratoires vers l'Europe.

Malgré l'appel à une renaissance africaine, le capital mondial ne trouve que peu d'occasions d'apporter de nouveaux investissements sur le continent ce qui provient de l'instabilité politique et de l'image négative qu'en ont les marchés. À l'ère de l'information, l'Afrique est en très mauvaise posture pour assurer une concurrence internationale, car elle souffre d'un manque de technologies nouvelles et d'une offre adaptée en matière d'éducation, formation, et surtout de l'employabilité de ses diplômés. Le pronostic est que le développement de

---

<sup>10</sup>Volkswagen a ouvert une usine d'assemblage au Rwanda, une première dans la région subsaharienne. Volkswagen a investi 20 millions dans le développement de cette nouvelle chaîne d'assemblage. Il prévoit également la création de 1 000 emplois spécialisés et plusieurs activités de formation. Par ailleurs, l'application mobile qui sera utilisée par le manufacturier a été élaborée par une jeune entreprise de Kigali.

l'Afrique et la dynamique du capitalisme mondial, ou du mondialisme en général, ne sont pas convergents et ne le seront pas dans un avenir prévisible.

#### **4. Recommandations**

En somme, cette étude s'engage à analyser la difficulté des pays en voie de développement principalement en Afrique à suivre une trajectoire de croissance endogène du fait d'absence de la compétitivité et l'intégration dans l'économie mondiale.

En effet, l'émergence économique des pays en voie de développement en Afrique passera par cinq phases et chacune d'entre elles correspond à une organisation des rapports avec ses voisins à travers l'optimisation du commerce interrégional. Ces cinq phases sont successivement, l'état sauvage, pastoral, agricole, agricole manufacturier et l'état complexe. En Afrique, les administrations publiques restent marquées par la faible influence de l'analyse économique sur leur prise de décision. L'absence d'un cadre global et institutionnalisé de concertation entre tous les acteurs (État, secteur privé, société civile et militaire) et de passerelles formelles entre l'administration, l'université et les instituts publics et privés de recherche, tout comme le déficit des administrations en experts et cadres de haut niveau, expliquent une grande partie de cette situation de dépendance économique. À ceux-là, s'ajoute la faiblesse des structures de collecte et d'analyse de données statistiques. Tout ceci amène à une prédominance des visions à court et moyen terme au détriment de celles en rapport avec des objectifs de développement durable, et surtout à une non prise en compte de l'évaluation des impacts effectifs sur le développement durable, des activités initiées dans le cadre de l'exécution des politiques et programmes.

Face à cette situation déplorable marquée par la dépendance économique des pays en voie de développement de leurs partenaires commerciaux, nous nous interrogeons sur la capacité des pays en voie de développement à se développer en continuant de s'ouvrir avec les pays industrialisés suivant les accords de libre échange des biens et des services. Les pays en voie de développement ne devront plus copier : soit ils inventent soit ils se trompent. Ils devraient se substituer à l'importation en améliorant le cadre institutionnel et réglementaire moteurs du développement des secteurs privés. En effet, une stratégie de protectionnisme économique éducatif, pendant lequel les États mettraient à niveau les économies dans les communautés économiques régionales avant de s'ouvrir au reste du monde serait bénéfique pour faire face à la concurrence mondiale.

En effet, on souligne qu'entre pays au même stade de développement, le libre échange est le bienvenu.

En revanche entre pays se trouvant à des niveaux différents de développement, l'ouverture économique endigue les pays le moins avancés dans le sous-développement. Ce propos encourage la mise en place d'une stratégie de commerce inter régional entre pays au même stade de développement notamment dans une zone économique. Ce constat reflète la situation dans laquelle se trouve la plupart des pays en voie de développement d'Afrique face au phénomène de la mondialisation.

Aujourd'hui, en Afrique la posture émergente de la mondialisation entachée par le développement des inégalités entre pays, a fait du panafricanisme une réaction politique pouvant changer la donne pour les pays africains défavorisés dans cette bataille d'interdépendances. Comme le souligne l'Union Africaine qui a lancé le processus de mise en place de la zone de libre-échange continentale. Présentée comme un mécanisme qui devrait permettre d'accentuer les échanges entre les pays africains et renforcer l'intégration de la Zone de libre-échange continentale. Ceci permet la création d'un environnement favorable des investisseurs étrangers, en protégeant en même temps les sociétés domestiques qui devraient préserver les techniques extérieures de la mondialisation sur la défense des pays. En plus pour une économie africaine florissante, fermée dans un premier et ouverte dans un second temps.

Les pays devraient élaborer leurs différentes stratégies économiques suivant les orientations suivantes :

La stratégie d'indigénisation maximise l'utilisation de compétences natales, des talents et la poursuite du bien-être de l'assistance sociale de peuples indigènes. La stratégie de domestication convertit des contributions de sources étrangères dans la pertinence plus grande pour des besoins locaux.

La stratégie de diversification cherche à diversifier non seulement des partenaires commerciaux et la récolte cultivée, mais aussi la diversification des cultures dont l'Afrique devrait être préparée pour apprendre. Des sociétés africaines devraient être plus sensibles aux modèles pertinents de développement de l'Inde, la Chine, le Japon et le monde Musulman.

La stratégie d'interpénétration horizontale encouragerait non seulement des partenariats parmi des pays africains eux-mêmes les alliances économiques et diplomatiques suivant le panafricanisme mais aussi avec l'Inde, la Chine et le monde arabe (incluant le mouvement non-aligné et la solidarité afro asiatique).

Comme politique pour une mondialisation maîtrisée nous prodiguons :

Le commerce et politique fiscale : des barrières commerciales et des règlements aux entreprises domestiques doivent être équilibrés contre l'attrait aux sociétés extérieures ou des multinationales. Ceci permet la création d'environnement favorable aux investisseurs étrangers, en protégeant en même temps les sociétés domestiques qui devraient préserver le pays des techniques extérieures de la mondialisation.

Une collaboration entrepreneuriale à travers le partenariat public-privé : celle-ci est le réservoir des avantages accumulés de chaînes de valeur mondiales et les associés extérieurs positifs. La fonction principale des entrepreneurs dans le cadre est d'identifier les occasions dans les chaînes de valeur mondiales et l'atténuation des risques impliqués dans le fait de profiter de telles occasions.

Le gouvernement devrait être enclin à offrir la formation, l'accès aux finances, aussi bien qu'en établissant un partenariat avec des sociétés locales dans la génération de stratégies de chaîne de valeur mondiales. Nous avons déjà mentionné le pouvoir spécial de PME dans la survie de la concurrence internationale quand les grandes sociétés s'effondrent (Mazi, 2017). Ceci devrait motiver l'engagement de soutenir des PME dans la poursuite de mondialisation et les avantages associés.

Associations des entrepreneurs locaux : Celles-ci sont fondamentaux pour ce processus comme leur rôle principal doit établir quelles sociétés dans la chaîne de valeur globale exigent et communiquent de telles exigences au gouvernement. Surtout, des sociétés étrangères voudraient établir un partenariat avec les sociétés domestiques qui comprennent des marchés intérieurs. Les partenariats et des associations augmentent la base capitale et des parts de marché, quelques questions des partenaires mondiaux peuvent constater de la valeur dans la décision d'installer une filiale locale.

Partout, le chômage, la précarité, l'inégalité, et pertes de souveraineté populaire se ramènent synthétiquement à une seule : la mondialisation. Chaque pays doit réfléchir sur son histoire, ses traditions, ses structures, faire un bilan de son positionnement géographique afin de concevoir une économie politique en phase avec sa réalité nationale. En effet, un phénomène ne peut s'analyser en terme scientifique que s'il est reproductible. Or l'économie obéit à une logique dont l'objectif est de faire en sorte que demain en soit jamais comme aujourd'hui puisque demain doit accroître les richesses d'aujourd'hui, l'économie doit se concevoir comme vision quantitative de l'histoire de ce fait, elle ne peut être la même dans ses conclusions dans le temps et dans l'espace.

## Bibliographie

- Aberkane, I, J, (2015), économie de la connaissance, la Fondation pour l'innovation politique publie la présente note dans le cadre de ses travaux sur la croissance économique
- Ayayi, I (2003), Globalization and Africa Journal of African. Journal Economics, Vol 12 Supp 1 pp 120-150.
- Baldwin, R. (1997), "Review of Theoretical Developments on Regional Integration," in A. Oyejide, I. Elbadawi, and P. Collier (Eds.), Regional Integration and Trade Liberalization in Sub-Saharan Africa: Framework, Issues and Methodological Perspectives, Vol. 1, pp. 24-88.
- Bhagwati, J (2004) In defense of globalization in Carnegie Council: the voice for ethics in international affairs. An interview conducted by Joanne Myers, Carnegie Mellon university.
- Brush, R (2008) Africa and globalization sounding, vol 32.N 29.
- Bigot L. (2018). L'aide publique au développement n'aide pas l'Afrique. LeMondeAfrique, 07/03/2018.
- Douthwaite, (1996). The groth illusion, Dublin:Lilliput press, 1992.
- Eden and Lenway, (2001). UNIVERSITY OF MINNESOTAVOL. 32, NO. 3, THIRD QUARTER, 2001.
- Fidel Castro (2000), allocution prononcée à la séance de clôture du sommet du sud (groupe des 77), tenue au Palais des congrès de la Havane, le 14 avril 2000.
- Frankel J, A (1997), Regionnal trading Blocs in the world economic system, institute for international economics, Washintong, DC.
- Garnon, P (2012). « Alimentation et mondialisation », Pour 2012/3 (N° 215-216), p. 209-224. DOI 10.3917/pour.215.0209.
- Hirschman Albert O. (1968), The Political Economy of Import-Substituting Industrialization in Latin America, The Quarterly Journal of Economics, Vol. 82, No. 1 (Feb., 1968), pp. 1-32.
- Hutton T. A., (2006) Spatiality, built form, and creative industry development in the inner city, Environment and Planning A, 10, 1819-1841.
- <https://www.google.sn/search?q=Le+parisien+2017+Avec+Trump%2C+la+mondialisation+entre+dans+l%27%C3%A8re+du+chacun+pour+soi.+Consulter+le+5803%2F2018+%C3%A0+20+%3A04&oq=Le+parisien+2017+Avec+Trump%2C+la+mondialisation+entre+dans+l%27%C3%A8re+du+chacun+pour+soi.+Consulter+le+5803%2F2018+%C3%A0+20+%3A04&aqs=chrome..69i57.1740j0j7&sourceid=chrome&ie=UTF-8.05/03/2018>
- <http://www.agoravox.fr/tribunelibre/article/demondialisation-ou-mondialisation-97435.05/03/2018>
- [http://www.jeuneafrique.com/mag/437618/economie/arrive-tete-classement-jeune-afrique-500-premieres-entreprises-africaines/Johnson \(1995\). Innovation and entrepreneurship. Rtd ed., 123 pages.19/03/2018](http://www.jeuneafrique.com/mag/437618/economie/arrive-tete-classement-jeune-afrique-500-premieres-entreprises-africaines/Johnson%20(1995).%20Innovation%20and%20entrepreneurship.%20Rtd%20ed.,%20123%20pages.19/03/2018)
- <http://fr.africanews.com/2018/03/18/le-nigeria-suspend-sa-participation-a-l-accord-de-libre-echange-de-l-union//19/03/2018>.
- Ibrahim, A (2013) Impact of globalization in Africa. International journal of humanities and social science, Vol 3 N 15.
- Kaufmann D, A. Kraay, and M. Mastruzzi (2005). "Governance Matters IV: Governance Indicators for 1996-2004" World Bank Policy Research Working Paper 3630, The World Bank, June.
- Krugman, Paul (1991). "Scale Economies, Product Differentiation, and the Pattern of Trade." A.E.R. 70 (December 1980): 950-59.



- Levitte (1983). The globalization of markets. Harvard University. Abstract from Harvard Business Review, May-June 1983, p. 92.
- Leblond C, (2012).La crise financière de 2007-2009 à travers son lexique dans la presse américaine: caractérisations graphiques et enjeux de traduction.
- Le World Investment Report (2015) (Rapport sur l'investissement dans le monde a été élaboré par une équipe dirigée par James X. Zhan. L'équipe était composée de: Richard Bolwijn, Kwangouck Byun, Bruno Casella, Joseph Clements, Hamed El Kady, Kumi Endo, Masataka Fujita, Noelia Garcia Nebra, Axèle Giroud, Joachim Karl, Ventsislav Kotetzov, Guoyong Liang, Hafiz Mirza, Shin Ohinata, Sergey Ripinsky, Diana Rosert, William Speller, Astrit Sulstarova, Claudia Trentini, Elisabeth Tuerk, Joerg Weber et Kee Hwee Wee.
- Lyakurwa, W., A. McKay, N. Ng'eno and W. Kennes (1997), "Regional Integration in Sub-Saharan Africa: Review of Experiences and Issues," in A. Oyejide, I. Elbadawi, and P. Collier (Eds.), Regional Integration and Trade Liberalization in Sub-Saharan Africa: Framework. Issues and Methodological Perspectives, Vol. 1, pp. 159-209.
- Mazi Garagba Gilles Christ, (2017). Institution et gouvernance : les causes de la pauvreté en République centrafricaine, Revue Marocaine de l'entrepreneuriat et de l'innovation, Vol 2, Numéro 2, ISSN :2509-0429.
- OMC (2017), Rapport du DG : Tour d'horizon de l'évolution de l'environnement commercial international, les membres de l'OMC font preuve de modération en matière de restrictions commerciales malgré les incertitudes économiques actuelles.
- Schmitz, H. (1984); "Industrialisation Strategies in Less Developed Countries: Some lessons of Historical Experience", In Kaplinsky, R. (ed.), Third World Industrialisation in the 1980s: Open Economies in a Closing World, Frank Cass, Totowa.
- Singh, N. (2002). Analyzing cultural sensitivity of websites. Journal of Practical Global Business, 1(2), 32-53.
- Sila, Muthoka, Evan Muthuri and Jared Oginga (2015) Globalization in Africa: an overview the 6<sup>th</sup> African international business and management conference held in the University of Nairobi School of business.
- Van Grastek, C, (2013) Histoire et avenir de l'organisation mondiale du commerce, ISBN 978-92-870-4055-8 Publié par l'Organisation mondiale du commerce.